



Presse Internationale

n°37 – avril 2006 - 1€ (soutien 2€)

LIT-QI

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE
EN BELGIQUE

www.litci.org - lital.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

1^{er} mai

*Tous avec les
sans-papiers*

Dossier: p.10

DHKC

Le « terrorisme »
et la Turquie

Interview avec Bahar

Polémique: p.5

Une autre gauche...

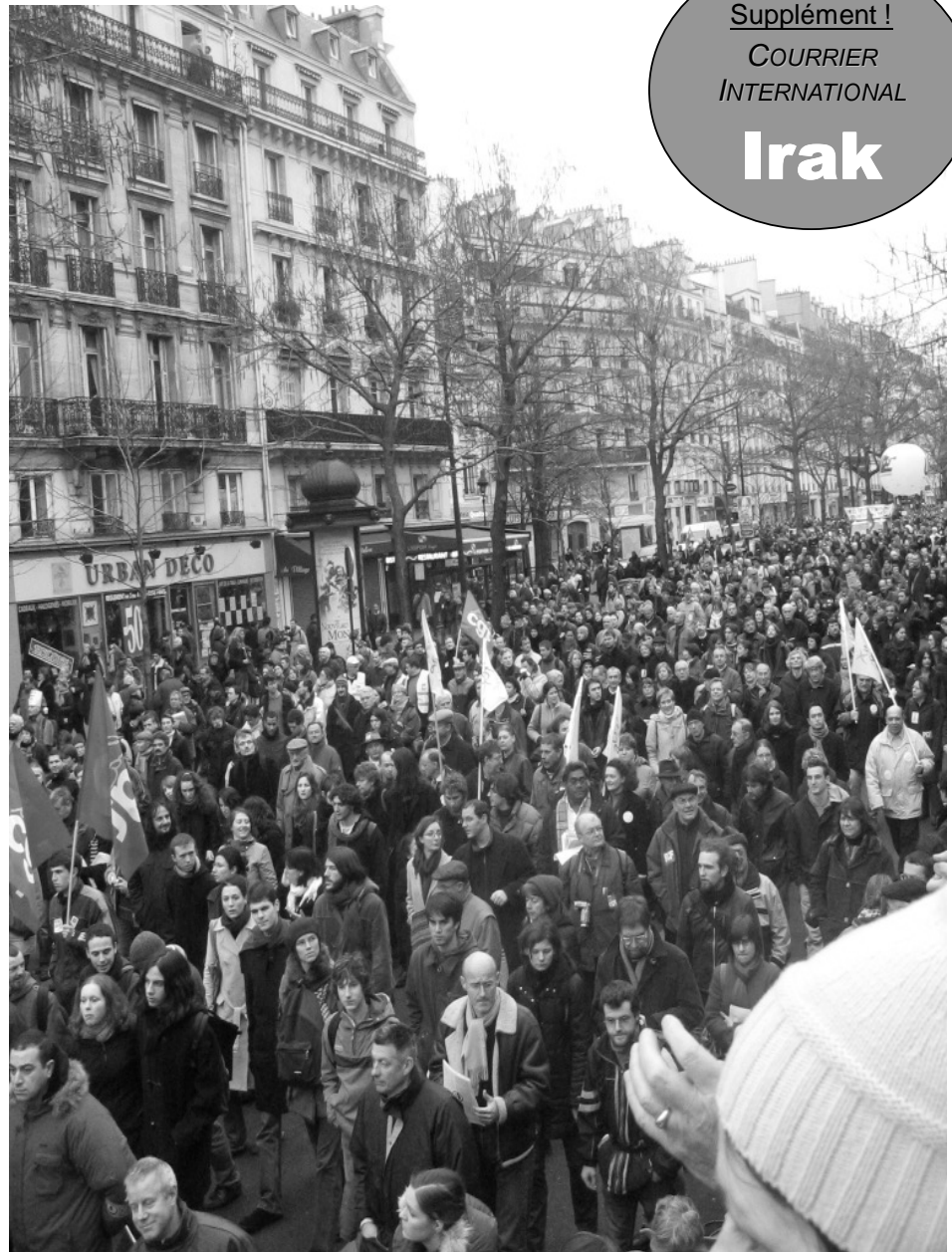
Oui, mais
Comment ?

Aussi dans ce numéro :

- Edito p.2
- Belgique :
Un engagement commun
sur la compétitivité ? p.3
« Maria doit rester » p.4
- Irak - les manifs :
Bilan et polémique p.8
- Amérique latine :
Anti-impérialisme ? p.9

Supplément !
COURRIER
INTERNATIONAL

Irak



**CPE - CNE : GRÈVE GÉNÉRALE
JUSQU'À L'ABROGATION !**

p.6



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

« **Le principe de base du capitalisme n'est pas de créer de l'emploi, mais de faire un maximum de profit.** »

Voilà ce que dit clairement, non un journal de gauche ou un traité d'économie marxiste, mais A. Brender, un analyste payé chèrement par la banque Dexia pour analyser jour après jour comment faire plus de profit.¹

Ce n'est évidemment pas le langage de Villepin quand il s'adresse aux citoyens français à la télé, comme ce n'est pas le langage de Verhofstadt ni de Di Rupo. Mais c'est leur politique. Ou plutôt, ce n'est même pas la politique du « méchant Villepin », mais celle des grands actionnaires et patrons aux services desquels il occupe (pour le moment) son poste.

Alors que le 24 mars il y avait près de 2000 personnes devant le building de Jupiler pour dénoncer les délocalisations et défendre l'emploi, en bourse, l'action InBev est repartie à la hausse (+2,78%). Cette même fin de semaine, les travailleurs de Glaverbel sont entrés en grève suite à l'annonce de la suppression de 86 emplois.² Voilà le travail pour lequel les patrons sont payés. « *Un patron est payé pour avoir du jugement* » dit un de ces grands actionnaires, Maurice Lippens, et il pense d'ailleurs qu'ils ne sont pas assez payés.² Pourtant, alors qu'on annonce 400 licenciements chez InBev, l'année passée, trois hauts dirigeants ont été « remerciés » et sont partis avec 31 millions d'euros de « dédommagement »³. Que jugent les patrons, si ce n'est l'appartenance de classe ?

C'est face à cela, en dernière instance, qu'un million et demi de jeunes et de travailleurs se retrouvent dans les rues de Paris et d'autres villes en France. Pour essayer de sauvegarder ou de récupérer sa compétitivité, la bourgeoisie française doit s'attaquer au « *coût du travail* », tout comme la bourgeoisie belge et les autres bourgeoisies européennes. La bourgeoisie française accuse un retard, dira Villepin. En effet, quoi qu'en disent nos apôtres de la compétitivité du marché de travail, en Belgique il est bien plus facile de licencier qu'en France. Chez nous, un jeune employé qui décroche un premier job peut être licencié d'un jour à l'autre, **sans préavis, pendant les 6 premiers mois de**

son embauche. Cela s'appelle « *période d'essai* ». Un ouvrier peut être licencié avec un mois de préavis seulement, **pendant les 5 premières années** d'emploi.² Et si cela ne suffit pas pour les patrons, il y a toujours l'intérim, où la précarité est complète. Tout cela, sans parler des quelques cent mille sans-papiers, qui n'ont aucun droit.

Voilà pourquoi la solidarité est impérieusement nécessaire, avec les camarades en France, avec tous les travailleurs en Europe. Et ce n'est pas tout.

Le 25 mars, plus de 500.000 sans-papiers ont manifesté à Los Angeles, aux Etats-Unis. *Oui, nous pouvons*, disaient-ils (en espagnol), contre les nouvelles mesures de chasse aux « *illégaux* », en discussion au Congrès. Tous ceux qui aident les illégaux, y compris les églises et les services sociaux, deviendraient des criminels. Toute ressemblance avec la législation belge n'est pas pur hasard.

Voilà que la solidarité contre l'occupation en Irak devient tout à coup concrète. Une défaite yankee dans son entreprise de colonisation serait un camouflet qui aiderait directement ces sans-papiers dans le pays que Bush lui-même ose encore qualifier de « *pays d'immigration* ».

Plus que jamais la lutte est mondiale et il est clair que ce n'est pas un excès du néolibéralisme mais le capitalisme lui-même qui est en cause. Il faut le combattre à mort, jusqu'au socialisme, chez nous, en Irak, aux Etats-Unis, partout. Pour cela, il faut s'organiser pour construire une direction dans notre classe, autour de ce programme.

Concrètement, chez nous, une première échéance est de soutenir activement la mobilisation des **sans-papiers le 1^{er} mai**. Le mot d'ordre - très opportunément et digne de ce jour de lutte des travailleurs - est la **syndicalisation des sans-papiers**, une mesure déjà acquise dans certaines sections mais qui doit s'étendre à tout le pays, sans discrimination. Nous savons bien que ce n'est pas la politique des hautes directions syndicales, mais nous devons l'obtenir par la mobilisation, de tous les travailleurs, avec et sans papiers.

¹ *Le Soir*, 22/03/2006 - ² *La Libre*, 25/03/2006

³ *L'Echo*, 11-12-13/03/2006-

« Un engagement commun et clair sur la compétitivité » ?

Le 8 mars, le Premier ministre a expliqué dans *Le Soir* qu'il veut soutenir notre pouvoir d'achat, rien moins que cela. Plus précisément, il veut *une adhésion à l'idée d'un équilibre entre compétitivité, d'une part, et soutien au pouvoir d'achat, de l'autre.*

Quant au pouvoir d'achat, c'est le gouvernement qui fera « un effort ». Reynders se chargera de quelques astuces fiscales. Il va, par exemple, *augmenter le salaire net sans augmenter les coûts salariaux.*¹ Il fallait y penser !

Mais ce que Verhofstadt veut vraiment est autre chose : *après le pacte entre les générations, il faut maintenant un engagement commun et clair sur la compétitivité.* Pour le Premier ministre, le problème est *la perte de parts de marché.* Il faut donc *garantir la compétitivité des entreprises via une meilleure gestion des coûts de production, et du coût salarial notamment.* Le ministre est favorable à *un effort supplémentaire, en réduction de charges, pour le travail en équipe, le travail de nuit et les heures supplémentaires.* Donc, des cadeaux aux patrons, à charge du salaire indirect des travailleurs.

Les multinationales font de la surenchère pour voir qui a un pourcentage de bénéfice annuel à deux chiffres. On discute en dizaines de milliards d'euros qui d'entre Suez et autres Electrabel va « s'offrir tel morceau ». Les patrons des grandes entreprises ont un salaire mensuel qui dépasse dix fois le salaire annuel d'un travailleur. Le Produit Intérieur Brut, la richesse produite dans le pays, augmente d'année en année.

Entre-temps, selon une étude du Crioc², *ces 10 dernières années, le pouvoir d'achat des fonctionnaires a diminué de 2,28%, celui des salariés de 2,08%, et celui des ménages défavorisés (deux adultes, deux enfants), de 3,2%.* Et pour le travailleur qui vit sous la menace de perdre son emploi, qui n'obtient que des intérimaires ou qui est au chômage, s'il a la chance d'avoir des papiers, il ne fallait même pas cette

étude pour se rendre compte que la situation se dégrade d'année en année.

Pour concocter ce « redressement nécessaire », le ministre a réuni les vice-Premiers, les gouverneurs de la Banque nationale, les responsables du Conseil central de l'économie et du Conseil national du travail. *Les experts concordent : la croissance économique est meilleure en Belgique que dans le reste de la zone européenne.* Mais le ministre veut encore davantage de « parts de marché ». Reste donc à convaincre « les partenaires sociaux ». *L'important, c'est d'avoir un cliquet qui freinerait les salaires en cas d'alerte à l'inflation. Aux partenaires sociaux de décider comment.* Le ministre a-t-il quelque doute sur l'assentiment des patrons ? Bien sûr que non. Il s'agit de voir avec les hautes instances syndicales comment ils vont faire pour convaincre les travailleurs.

Ces « partenaires sociaux » se sont mis à la tâche déjà depuis quelques semaines. Vers la mi-janvier, des représentants du patronat et des syndicats ont formé un « groupe des dix », sous la houlette du patronat (présidé par Jean-Claude Daoust, administrateur délégué de la FEB) avec le but avoué de *sauvegarder la compétitivité de nos entreprises.*³

Pour Frank Vandembroucke, l'ancien ministre fédéral de l'Emploi, passé vice-Premier flamand, en charge de l'Emploi, *les salaires belges sont trop élevés. On devra mener une politique de modération salariale à long terme.*⁴

Pour Di Rupo, il nous faut la *paix sociale, un esprit positif, l'énergie et les gens. L'énergie ce sont les patrons et les syndicats [tous ensemble], qui peuvent créer un état d'esprit plus positif, les conditions de l'élan économique.*⁵

Bref, on veut nous faire croire que « la Belgique », toutes classes confondues, patrons et travailleurs en vrac, a un problème, la compétitivité. Que « les gens », toutes classes confondues, doivent se mettre à l'œuvre pour essayer de trouver une solution. Tous se soucient

« des gens », qui dans un « esprit positif » devraient collaborer dans la "paix sociale", tellement nécessaire quand la patrie est en danger. On parle de « faire un effort », mais qui fait l'effort ? On parle de "trouver une formule", mais au profit de qui ? On parle de « croissance », mais la croissance pour qui ?

La réalité est tout autre. Il y a des « gens » pour qui le problème est d'augmenter encore davantage leurs bénéfices faramineux, grâce au travail de milliers d'autres « gens », qui eux n'ont d'autre possibilité que de vendre leur force de travail, et pour qui le problème est de nouer les deux bouts à la fin du mois. Entre ces deux classes, c'est la lutte, inévitable, parce que les intérêts, les « problèmes », sont opposés.

Dans cette lutte, les patrons ont à leur disposition non seulement leurs moyens financiers mais tout l'appareil de l'Etat, le gouvernement, la police, le parlement.

Les travailleurs aussi ont besoin de s'organiser pour lutter. Ils sont parvenus à construire au long des années des organisations puissantes. Mais voilà que la direction de ces organisations confond les intérêts des travailleurs avec ceux de « la Belgique », c'est à dire des patrons. Ces directions « cherchent une solution » ensemble avec les patrons et sous la houlette des patrons, une solution à quoi ?

Il est urgent de construire à l'intérieur de notre classe, à l'intérieur de nos syndicats, une autre direction, une direction qui, plutôt que de « chercher une solution » pour les patrons, cherche le meilleur moyen pour organiser la lutte contre les patrons, contre ce gouvernement complice des patrons, et pour une autre société, où se sont les travailleurs qui sont au pouvoir.

¹ Le Soir 13.03.2006.

² Centre de recherche et d'information des organisations de consommateurs - LS 21.01.2006

³ Le Soir 19.01.2006

⁴ Le Soir 25.01.2006

⁵ Le Soir 21.01.2006

Mobiliser les travailleurs pour défendre les délégués

« Maria doit rester ! »

Après la manifestation de 2500 personnes contre la *chasse aux délégués*, le 14 février à Gand, une autre mobilisation en front commun des trois syndicats, pour le même motif, a eu lieu à Zaventem le 8 mars.

A l'origine de l'initiative était le licenciement de Maria Vindevoghel, la principale dirigeante de la lutte contre le démantèlement de la Sabena et pour l'emploi à l'aéroport de Zaventem, sous des prétextes futiles. Son activité militante était devenue trop gênante pour Flightcare et autres vautours, actifs sur l'aéroport.

La raison alléguée par Flightcare était que Maria était entrée avec son badge à l'aéroport en dehors des heures de travail. L'entreprise a alors demandé à BIAC de lui retirer son badge et a par la suite licencié Maria sous prétexte qu'elle ne disposait plus d'un badge d'accès. Selon Maria : « *les 23 juin et 12 juillet, je me trouvais effectivement à l'aéroport en-dehors de mes heures de travail, mais c'était en qualité de déléguée du CPPT. Le 23 juin, j'ai dû intervenir parce que la direction refusait de respecter les pauses légales. Le 12 juillet, j'ai effectué avec un autre délégué divers contrôles pour vérifier si la direction avait corrigé les infractions à la sécurité constatées par l'inspection technique. Comme toujours, je portais ces jours-là mon badge, mes vêtements de sécurité et j'ai été contrôlée à l'entrée. On ne peut donc me reprocher aucune faute.* »

L'affaire a été portée au Tribunal du Travail, qui a finalement donné gain de cause à Maria. Flightcare a été condamné mais s'en sort par le paiement d'une indemnité financière, sans réintégrer Maria. Cette dernière est catégorique : elle refuse toute indemnisation, elle exige la réintégration.

Nous saluons cette mobilisation, en front commun des trois syndicats, car c'est effectivement la seule voie pour



Maria, déléguée CSC, à la tête de la manifestation en front commun des trois syndicats.

obliger Flightcare à réintégrer Maria. Nous ne pouvons toutefois pas oublier de mentionner quelques lamentables dérapages lors de cette manifestation.

Un orateur a bien mentionné la présence de quelques personnages des partis au gouvernement, mais à aucun moment on a évoqué la responsabilité de ces mêmes partis et du gouvernement - qui se mettent systématiquement du côté des patrons - non seulement lors du démantèlement de la SABENA mais aussi dans tous les conflits sociaux, que ce soit par des « Comités d'Alerte » comme lors du conflit de Splintex, par des astreintes ou par d'autres interventions judiciaires ou policières.

Un dirigeant syndical, loin d'appeler à la solidarité de tous les travailleurs, a osé souhaiter que les dirigeants de Flightcare aillent exploiter sans dieu ni loi les travailleurs en Birmanie (un des six « avant-postes de la tyrannie » selon Condoleeza Rice). Un autre orateur a eu

des propos semblables concernant la Chine, invitant explicitement les dirigeants de Flightcare à aller y pratiquer leur sale besogne.

Finalement, nous regrettons profondément qu'on n'ait pas donné la parole à Maria. Il y avait beaucoup de raisons de concentrer l'accusation sur Flightcare, même si le problème est bien plus général et ne concerne pas seulement ce cas spécifique, et c'est ce qu'ont fait tous les orateurs. Mais il y avait encore plus de raison de donner la parole à la principale dirigeante affectée dans ce cas. Qui d'ailleurs aurait pu mobiliser avec plus de succès tous les travailleurs présents et tous ceux qui auraient eu un écho de ses paroles que Maria, l'infatigable militante en défense des travailleurs de l'aéroport et d'autres travailleurs ? Nous comprenons que Flightcare refuse le badge à Maria, mais les « dirigeants » qui ont organisé la manifestation...

La lutte continue pour la réintégration inconditionnelle de Maria :

MARIA DOIT RESTER !

Immunité pour les délégués

Non aux astreintes, pour la criminalisation des patrons qui ne respectent même pas les lois du travail

Mobilisation nationale en front commun de tous les travailleurs

Tous ensemble, tous ensemble, Hey, Hey Hey

Oui, mais comment faire ?

En vue des élections communales d'octobre 2006 et des législatives de 2007, une initiative est en marche autour d'une alternative « à gauche du PS et d'Ecolo » sous le mot d'ordre « *Une autre gauche est nécessaire* ». L'initiative est clairement électorale, il s'agit « *de donner aux travailleurs comme aux exclus la possibilité d'exprimer leur colère ou leur déception par un vote de gauche, face à la progression de l'extrême droite* ».¹

Face à la pourriture des partis « de gauche » qui sont ou ont été au gouvernement, comme le PS / SPa ou les Verts, nous sommes évidemment convaincus que les travailleurs en Belgique ont besoin de s'organiser politiquement, en dehors de ces partis bourgeois. D'autre part nous pensons que toute tactique électorale doit avant tout servir cet objectif.

Di Rupo peut bien proclamer dans un discours de Premier mai « *Les gens d'abord* »,² son parti est devenu un parti de la bourgeoisie, qui défend les intérêts de la bourgeoisie, avec en plus cette tâche particulière d'essayer de convaincre les travailleurs de ne pas s'y opposer. Les partis « socialistes » ont toujours soutenu le gouvernement quand il s'agit de museler le droit de grève par les astreintes et les interventions policières contre les piquets ou quand il s'agit d'expulser des « illégaux », c'est-à-dire, d'appliquer la politique défendue ouvertement par le Vlaams Belang et autre Front National. On pourrait en dire autant d'Ecolo. Ils ne se sont jamais opposés aux mesures répressives des astreintes, par exemple, même pas au parlement.

Reste à voir *comment* convaincre les travailleurs de s'organiser politiquement. Il y a eu des expériences électorales dans le passé. Pour les élections de 1999, le MAS s'est allié avec le PC, qui avait obtenu le soutien du PS pour pouvoir se présenter. En février 2000, le MAS a pris l'initiative de réunir différents formations de la gauche radicale, allant du PTB à des militants des Forges de Clabecq, pour essayer de former une alliance électorale.³ Pour les élections de

mai 2003, le MAS s'est encore une fois uni au PC, même s'il revendiquait être « *la seule organisation non stalinienne de la gauche radicale à se présenter à ces élections* ». Son but avoué était de « *convaincre de nouvelles personnes d'adhérer, mettre sur pied de nouvelles sections, récolter de l'argent pour la construction de notre parti* ».⁴ En juin 2004, le POS, le MAS et le PC se sont encore une fois retrouvés, quoique le POS ait trouvé l'expérience peu convaincante. « *Bien que nous soyons toujours partisans de tels espaces unitaires en soi, il faut admettre que les résultats ont été décevants et la dynamique n'a pas dépassé les organisations citées, ce qui démontre que, à froid, dans un contexte social peu combatif, la simple addition de forces de la gauche radicale n'est pas à elle seule capable de modifier la donne* ».⁵

Ces alliances électorales ont eu lieu en marge de deux importantes expériences que nous voulons revendiquer. Pour les élections européennes de juin 1999, la liste DEBOUT s'est présentée sur la base de la mobilisation autour de la lutte des Forges de Clabecq. Cette liste, qui rassemblait des travailleurs et invitait clairement à abandonner toute confiance dans les partis de la bourgeoisie, a obtenu un score jamais atteint par la gauche radicale depuis bien longtemps.

Une autre expérience a été la Liste Maria pour les élections législatives de mai 2003. Il s'agissait encore une fois d'une liste vue par une partie importante des travailleurs comme *leur* liste, comme une manifestation sur le plan politique de la lutte de dirigeants syndicaux comme Maria Vindevoghel (Sabena) et Max Ferraille (STIB), amplement reconnus par les travailleurs. Selon Maria, « *cela a été intéressant comme expérience, en particulier dans le milieu ouvrier et syndical. On a pu discuter sur nos lieux de travail. On a pu dire aux syndicalistes : il n'y a pas que les permanents syndicaux qui peuvent se permettre de faire de la politique* ».⁶

A un moment, il y a eu des efforts pour essayer de donner continuité à cette

expérience, au-delà des élections. C'était la conviction formulée par Maria dans un débat en juin 2004 :

« On doit chercher les moyens d'expliquer au monde des ouvriers ce qui est en train de se passer, chercher comment on va organiser les gens, pas seulement dans leur entreprise, mais à un niveau plus large.

Ce ne sera pas Cortebecq qui va s'en charger, ni nos hauts responsables syndicaux.

Il suffit de rappeler la lutte contre le Plan Global, où ils ont tout fait pour éviter de grands mouvements.

Ce seront les délégués de base qui devront chercher tous les moyens possibles pour s'organiser.

On va devoir jouer un rôle nous-mêmes, entre nous, faire des liens entre travailleurs, syndicalistes, pour se renforcer. »⁷

Lamentablement, le parti qui a le plus soutenu la Liste Maria, le PTB, a fait par après une évaluation bien différente : il estimait que cela avait été un échec parce que l'image du PTB avait été mise au second plan. Le développement du « Mouvement Liste Maria » n'a pas eu de suite.

Nous continuons toutefois à croire que c'est bien dans cette direction, celle de DEBOUT, celle de la Liste Maria, qu'il faut chercher, aussi sur le plan électoral et profitant des occasions que nous donnent les échéances électorales, à convaincre les travailleurs du besoin incontournable de s'organiser politiquement, d'avoir leur propre parti, un parti qui ne peut se développer qu'à partir de son intervention pour soutenir les luttes mêmes de notre classe.

¹ Compte rendu de la première assemblée, le 11/03/2006. L'idée de la construction d'un parti des travailleurs, au-delà de l'échéance électorale, n'est évidemment pas absente du débat. Nous y reviendrons à une autre occasion.

² En 2005

³ <http://www.lsp-mas.be/mas/ag/debat.html>

⁴ <http://www.lsp-mas.be/mas/2004/172elections.html>

⁵ http://www.sap-pos.org/bt-fr/2004/avril/elections_13_juin.htm

⁶ Débat à l'ULB début juin 2003, voir PI 27.

Un an plus tard, la Liste STA OP a pris la relève à une échelle réduite, limitée à la région du Limbourg

⁷ Ibidem

NON au CPE

Tout notre soutien à la lutte des jeunes et des travailleurs français

Voici une déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Le samedi 18 mars, plus d'un million et demi de manifestants se sont mobilisés en France pour rejeter ce qu'on appelle le Contrat de Premier Embauche - CPE - approuvé par le gouvernement du président Jacques Chirac et le Premier ministre Dominique de Villepin. Seulement à Paris, il y avait presque 400.000 personnes. Dans quelques confrontations avec la police, il y a eu 167 arrestations et 52 blessés, entre eux un syndicaliste de la Poste, hospitalisé en état de coma.

Les mobilisations contre le CPE ont commencé le 7 février, quand environ 200.000 jeunes sont descendus dans la rue, et depuis lors, le mouvement n'a pas cessé de croître. L'avant-garde de cette lutte sont les étudiants universitaires et secondaires qui ont paralysé la plupart des 82 universités du pays et 300 écoles secondaires. Dans ce cadre s'est constitué la Coordination Nationale des Étudiants, avec des représentants des universités et des écoles en lutte.

A ce « bataillon initial » se sont ajoutés beaucoup de professeurs et d'enseignants, les jeunes descendants d'immigrés qui ont été les protagonistes des émeutes dans les cités l'année passée, et finalement les travailleurs, dont beaucoup sont les parents des jeunes qui ont commencé la protestation. Ce n'est pas un hasard si les jeunes sont l'avant-garde de cette lutte. L'indice de chômage parmi les moins de 26 ans est de 22% (presque trois fois la moyenne nationale) et dans quelques cités d'immigrés il atteint jusqu'à 40% de ces jeunes.

C'est quoi le CPE ?

Le CPE a été approuvé par le gouvernement sans débat ni vote au Parlement, comme une partie d'un paquet destiné, hypothétiquement, à diminuer le chômage parmi les jeunes. Le CPE permet aux entreprises d'engager de jeunes de moins de 26 ans et de les licencier sans motif ni indemnisation. Un préavis de 15 jours suffit. De plus, si le nouveau travailleur a été sans emploi les six mois préalables

Les sans-papiers de France solidaires avec la lutte contre le CPE

6.000 sans-papiers des Collectifs de Sans-papiers de toute la France (qui célèbrent leur 10^{ème} anniversaire) ont rejoint la grande mobilisation contre le CPE. Voici quelques extraits de leur Déclaration.

[...] La manifestation, après une brève prise de parole devant Saint Ambroise, s'est dirigée pour rejoindre la manifestation anti-CPE à la Place Diderot en direction de Nation.

La solidarité entre sans papiers d'une part et les partenaires soutiens, les autres secteurs en lutte du mouvement social est un élément fondamental de l'orientation de la lutte des sans papiers. Partie prenante à part entière du mouvement social la convergence unitaire et solidaire avec la jeunesse et le mouvement syndical, les sans papiers en lutte ont naturellement fait jonction sous les applaudissements massifs des manifestants anti-CPE. [...]

Cette jonction prolonge aussi ce que font déjà les Collectifs de sans papiers en répondant présents le plus massivement possible à chaque grand rendez vous des anti-CPE. Au même moment dans différentes villes de province les sans papiers des Collectifs qui n'ont pu monter sur Paris ont été dans les manifestations de plus d'un million 500 mille anti-CPE.

La foule nombreuse s'est quasi arrêtée au point de jonction Place Diderot/Gare de Lyon pour applaudir les sans papiers et se jeter quasiment pour embrasser les sans papiers.

En effet, les slogans scandés avec force les manifestants sans papiers ont suscité un grand intérêt chez des manifestants pas habitués à rencontrer les cortèges de sans papiers : « le terrorisme de Villepin/Sarkozy ne passera pas », « C'est pas les sans papiers, c'est pas les immigré(e)s, c'est Sarko qu'il faut virer, c'est la loi raciste qu'il faut changer », « Jean Marie Le Pen l'original, Sarko la photocopie, attention retour du 21 avril », « Egalité, fraternité, ils font la guerre aux sans papiers », « y en a marre, délinquance, insécurité, terrorisme, toxicomanie, misère, chômage, licenciements, délocalisations, c'est pas nous », « nous avons construit la France, nous avons construit le métro, nous avons construit le tunnel sous la manche, nous avons construit le stade de France, (refrain : toi tu ne savais pas), aujourd'hui expulsion, répression, les charters de la honte, aujourd'hui précarité de tous, de la jeunesse, aujourd'hui les intérim, les CPE, CNE, les CDD, ils veulent que tous soient sans papiers », « Contre la précarité, nous sans papiers on est toujours là », « Jeunesse, sans papiers, solidarité ».

Tels sont quelques slogans qui ont été repris ensemble par les manifestants sans papiers, jeunes et syndicalistes. Enfin « *c'est tous ensemble qu'on va gagner* », voilà le mot d'ordre qui indique la direction à prendre aujourd'hui pour faire plier et puis vaincre cette droite socialement revancharde et minée par ce que d'aucun nomme à bon escient « *la lepénisation de la classe politique* ».

Soyons tous ensemble aux prochains rendez-vous pour que de la solidarité et l'unité naisse les victoires dont nous avons tous besoin : un pour tous, et tous pour un !

Fait à Paris le 19 mars 2006

au contrat, l'entreprise est exemptée de tous les coûts sociaux. C'est pourquoi le CPE a reçu rapidement l'étiquette de « Contrat de Précarité Eternelle » ou « Contrat Pour Esclaves ».

Loin de chercher à réduire le chômage des jeunes, le CPE est le front d'une offensive de la bourgeoisie impérialiste française, qui cherche à précariser les conditions de travail et à démanteler un ensemble de conquêtes que la classe ouvrière française a durement défendu avec ses luttes : les 35 heures hebdomadaires, l'assurance chômage et le CDI (Contrat à Durée Indéterminée). Le projet vise à remplacer le CDI par un « contrat unique », de caractère beaucoup plus précaire.

Sûrement, ce caractère de front d'attaque du CPE et l'ampleur du mouvement ont mené les centrales syndicales (la CGT, dirigée par le PC, Force Ouvrière et d'autres) à convoquer, ensemble avec les organisations d'étudiants, à une journée de mobilisations avec arrêt des services publics pour le 28 mars. Les travailleurs des transports ont déjà manifesté leur adhésion, et la journée peut se transformer en grève générale de fait contre le CPE et en une nouvelle montée de la lutte. Il faut toutefois attirer l'attention sur le fait que les centrales syndicales, et quelques organisations estudiantines, comme l'UNEF, n'ont adhéré que récemment à cette lutte et que leur participation vise surtout à négocier un accord avec le gouvernement.

Orage en France

La bourgeoisie impérialiste française, tout comme les autres bourgeoisies européennes, a ce besoin impérieux d'attaquer et de démanteler les conquêtes afin de « réduire les coûts » et de pouvoir ainsi rétablir la compétitivité, non seulement entre eux mais aussi vis-à-vis des Etats-Unis. A chaque fois qu'elle essaye d'avancer en ce sens, elle se heurte à la résistance dure des travailleurs et du peuple français. Ces dernières années, des grèves générales, des luttes estudiantines, les émeutes dans les cités et le triomphe du NON à la Constitution Européenne ont freiné ou bloqué ces tentatives, ce qui a donné lieu à une crise dans le régime politique français. Malgré cela, la bourgeoisie n'a d'autre alternative que de revenir à la charge et de provoquer de nouveaux

affrontements qui vont accentuer de plus en plus la situation.

La situation du pays a été très bien dépeinte par Larissa, un étudiant de la Sorbonne : « *La rage et la haine nous unifient. Cela pourrait avoir été le CPE ou tout autre chose, parce qu'en France il y a de la colère. C'est pourquoi, les cités explosent, nous votons Non à la Constitution Européenne et maintenant plus d'un million de personnes sont contre le CPE. C'est un état d'esprit qui s'est emparé des rues et si le gouvernement ne donne pas une réponse, je ne sais pas comment terminera tout ceci.* » (Clarín, 19/3/06)

En Europe aussi

La situation française est probablement la plus avancée du continent, mais elle n'est pas une exception. Bien que dans d'autres pays, les bourgeoisies et les gouvernements aient avancé un peu plus dans la précarisation du travail, ils ont besoin de continuer à mener des attaques beaucoup plus fermes, pour les mêmes raisons que celles signalées pour la France. Toutefois, comme en France, cela ne se fait pas sans grandes difficultés. D'une part, le NON à la Constitution Européenne en France et en Hollande a représenté un coup dur à la tentative de légaliser politiquement ces attaques contre les travailleurs, dans l'ensemble du continent. D'autre part, ils font face aussi à une forte résistance dans leurs pays respectifs : en Italie, il y a eu d'importantes grèves générales; en Espagne, on prévoit une lutte dure contre la flexibilisation du travail; en Allemagne, la bourgeoisie avance « à pas de tortue » pour éviter des chocs décisifs avec ses travailleurs, etc. Finalement, dans plusieurs pays, l'opposition populaire à l'occupation de l'Irak a frappé durement les gouvernements qui se sont alliés à Bush. Aznar est tombé en Espagne, le gouvernement de Berlusconi agonise en Italie et Tony Blair a été très affaibli en Grande-Bretagne. La conclusion est que tout indique qu'en Europe de grandes confrontations s'annoncent, et que la « bataille pour le CPE » s'inscrit dans ce cadre.

Ne pas tomber dans le piège du gouvernement

Jusqu'à présent, le gouvernement de Villepin a maintenu un refus total de retirer le CPE parce que cela signifierait

« capituler devant les ultimatums », c'est-à-dire devant les mobilisations. La situation du gouvernement français est extrêmement difficile. Faire marche arrière avec le CPE signifierait pour lui une défaite dure et un affaiblissement qui peut conduire à sa chute, mais le maintenir menace à la longue de faire exploser le pays.

C'est pourquoi, Villepin a dit « *d'être ouvert au dialogue* » et on a entamé une instance de négociations entre le gouvernement, les syndicats et les organisations estudiantines. Mais ce « dialogue » et ces négociations cachent un piège de la part du gouvernement : la proposition de modifier quelques points du CPE pour que celui-ci soit accepté dans ses aspects essentiels. A la fois, il essaiera que ces négociations servent à diviser et à freiner les mobilisations et la lutte.

La LIT-QI appelle à ne pas tomber dans ce piège : toute négociation doit être subordonnée au maintien de la lutte et à la consultation des travailleurs et des étudiants sur les propositions. La force croissante du processus montre que le CPE et le gouvernement de Villepin peuvent être mis en échec sur toute la ligne. Un triomphe complet de cette lutte signifierait un coup dur pour toutes les autres attaques que la bourgeoisie et Villepin-Chirac préparent. Pour obtenir cette victoire, il est nécessaire de maintenir et d'approfondir l'unité entre les étudiants, les travailleurs et la jeunesse des cités, jusqu'à mettre en échec le gouvernement.

La LIT-QI soutient à fond cette lutte des jeunes et des travailleurs français. C'est pourquoi, nous appelons tous les jeunes et les travailleurs du monde, spécialement les européens, à se solidariser avec elle. Si le gouvernement de Chirac-Villepin est obligé de retirer le CPE, cela signifiera une grande défaite du plan de l'impérialisme européen et de tout le capitalisme impérialiste mondial.

Secrétariat International de la
Ligue Internationale des
Travailleurs
Quatrième Internationale

São Paulo, le 22 mars 2006

Bilan et polémique

Trois ans jour pour jour après l'invasion de l'Irak par la coalition impérialiste, les journées internationales de mobilisation contre l'occupation se sont déroulées dans plus de quarante pays, principalement dans les pays impérialistes eux-mêmes. Aux Etats-Unis il y a eu des manifestations dans 130 villes ! Même si on est loin du chiffre historique de dix ou quinze millions de manifestants à travers le monde en février 2003, la répudiation de l'agression impérialiste a prouvé une fois de plus de son caractère mondial. La mobilisation continue et c'est une victoire en soi puisqu'elle est essentielle pour mettre politiquement en échec l'occupation impérialiste. D'autant plus aujourd'hui où la popularité de Bush et celle de son plus fidèle allié, Blair, sont tombées au score le plus bas, à un tiers seulement des populations respectives.

Ici, nous voulons ajouter quelques réflexions sur la manifestation de Bruxelles. Le plus important est la mobilisation massive, au-delà des divergences sur l'interprétation des événements et le développement de la lutte en Irak. Nous étions parmi les 5000 personnes qui ont manifesté pour dire « NON à l'occupation », même si nous avons quelques divergences avec la plate-forme anti-guerre et avec certaines présences qu'il faille bien caractériser de cyniques.

Concernant ces présences, alors que la plate-forme « *refuse toute participation belge (...) à cette occupation* », il est un fait qu'en déployant des troupes en Afghanistan, où il prend la relève de troupes yankees, le gouvernement belge participe, indirectement, à l'effort de guerre étasunien en Irak. D'autre part, ce gouvernement collabore avec la formation de policiers irakiens collabos. La participation dans le cortège de membres du PS, parti au gouvernement, est donc pour le moins hypocrite.

Quant à la plate-forme elle-même, nous voulons préciser deux points. Cette dernière « *appelle tout pays à respecter la Charte des Nations Unies et s'abstenir de l'emploi de la force ou de sa menace* ». La grande presse, et

malheureusement aussi parfois une presse « de gauche », présentent la guerre en Irak comme une calamité ou « des gens s'entretuent », oubliant qu'il s'agit d'une agression impérialiste avide de pétrole contre le peuple irakien qui y fait face. On met ainsi sur le même pied d'égalité les agressions de l'envahisseur et les attaques justifiées de la guerre de libération de ce peuple. Cette attitude s'est manifestée dans la mobilisation par



le slogan pacifiste « NON à la guerre ». Bush, aussi bien que le peuple irakien, veulent en finir avec cette guerre, mais chacun en la gagnant. Entre-temps, la guerre est là, et il s'agit de choisir son camp. Nous voulons *gagner* la guerre, avec le peuple irakien, contre l'envahisseur. Et pour gagner cette guerre, la résistance irakienne ne peut pas se limiter à replanter des petites fleurs bleues derrière les traces des chars yankees. Il faut les attaquer impitoyablement, eux et les collabos, jusqu'à les chasser du pays, en gagnant le soutien de toute la population qui, chiites et sunnites confondus, haït profondément l'occupant. Nous n'appelons pas du tout la Résistance irakienne à « *s'abstenir de l'emploi de la force* ». Au contraire !

D'autre part, certains réclament une intervention de l'ONU (avec « *des troupes qui n'ont pas participé à l'invasion* », comme les belges, les

françaises ou les allemandes) pour « pacifier » la région. L'ONU a imposé un embargo sur l'Irak pendant les années '90 qui a fait un million de victimes irakiennes (principalement des femmes et des enfants, par manque de médicaments et aliments de base). L'ONU a accepté l'emploi de la force dans ce qu'elle a reconnu être une « guerre préventive » et elle a même légitimé l'occupation peu après l'invasion. Sa Charte a été écrite et approuvée par des chefs d'état qui n'hésitent pas à détruire la planète de mille façons. Pour nous, l'ONU n'est qu'un outil de la bourgeoisie pour rendre plus tolérables ses guerres en ralliant l'opinion publique mondiale à son idéologie. Nous disons « Pour l'autodétermination du peuple irakien », « Non à l'ingérence de l'impérialisme », « L'Irak aux Irakiens ! ».

« La Guerre de Libération Nationale de l'Iraq est aujourd'hui la principale confrontation entre l'impérialisme et le mouvement de masses à l'échelle mondiale. Dans l'occupation se joue une bonne partie du destin de l'actuelle politique de l'impérialisme américain. Une défaite de Bush et des Etats-Unis ouvrira des conditions beaucoup plus favorables pour l'avancée des masses du monde entier.

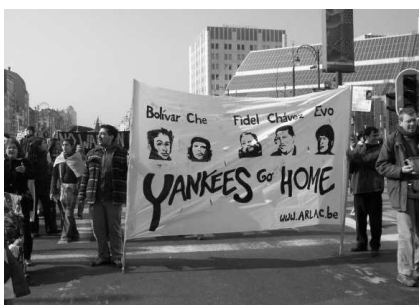
C'est pourquoi, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale soutient inconditionnellement la lutte militaire de la résistance irakienne, (même si nous maintenons nos critiques politiques à ses directions). Nous sommes pour la défaite politique et militaire de l'impérialisme et de leurs collabos irakiens et pour leur expulsion du pays afin d'obtenir un Irak libre et souverain. »

Telle est la conclusion d'une Déclaration du Secrétariat International de la LIT-QI. Le lecteur trouvera une plus ample information sur nos positions dans ce débat concernant la guerre en Irak dans le n° 119 de *Courrier International*, encarté dans cette édition.

Lula, Kirchner, Chavez, Evo... anti-impérialistes ?

« *Alerta, alerta, alerta que camina el antiimperialismo por América Latina* »

« Attention, l'anti-impérialisme s'étend partout en Amérique Latine. » Ce slogan est répété souvent par des milliers de voix dans les manifestations en Amérique Latine. Il répond à un sentiment généralisé dans le continent. C'est la raison pour laquelle des dirigeants comme Kirchner, Lula, Vasquez, Fidel, Chavez ou Evo Morales le reprennent dans leurs discours. Ils parviennent ainsi à faire croire aux masses qu'ils ont le même souci anti-impérialiste et qu'ils vont mener jusqu'au bout la lutte contre la politique yankee de colonisation du continent. En Europe aussi, ce sentiment anti-impérialiste des masses est attribué aux dirigeants. Dans la manifestation contre l'occupation de l'Irak, le 19 mars à Bruxelles, une pancarte d'Arlac mettait sur le même niveau « Bolivar, Che, Fidel, Chavez, Evo ».



Il est courant que des dirigeants reprennent les inquiétudes des masses dans leurs discours afin de dissimuler mieux leurs réelles intentions. Gorbatchev organisait méticuleusement la restauration du capitalisme en URSS, en appelant au « socialisme ». Et même Di Rupo prône « les gens d'abord » dans un discours du Premier mai. Qu'en est-il en réalité ?

Bolivar est effectivement un héros de l'indépendance de l'Amérique Latine contre l'Espagne, et nous revendiquons cet aspect de sa politique, même si c'était au service d'une bourgeoisie locale naissante, soutenue par les puissances qui étaient « arrivées trop tard » dans la colonisation de ce

continent, comme la France et l'Angleterre. A une époque plus récente, d'autres dirigeants de la bourgeoisie ont mené une politique d'affrontement face à l'impérialisme yankee. L'exemple le plus connu est celui de Juan Domingo Perón. Il est élu président en février 1946 avec un programme synthétisé dans le slogan « Braden ou Perón » (Braden était ambassadeur américain en Argentine). Il dit que « la dette extérieure lèse la souveraineté nationale », il nationalise les chemins de fer anglais et il se tient à l'écart du FMI jusqu'à sa chute en 1955. Toutefois, son anti-impérialisme n'était que relatif. En 1955 il signe un contrat pétrolier avec la Standard Oil qui dans son article 64 abandonne la souveraineté nationale à « une juridiction internationale » dans toute une zone du détroit de Magallanes.

Dans les années 60, Cuba a fait une grande révolution sous la direction de Fidel Castro, non seulement anti-impérialiste mais socialiste, avec expropriation de la bourgeoisie. Le « Che » a vite compris que cette révolution, si elle restait enfermée à Cuba, « serait une caricature de révolution », il a lancé son fameux mot d'ordre : « deux, trois, beaucoup de Vietnam en Amérique Latine », et il est passé à l'acte en partant pour la Bolivie. On peut ne pas être d'accord avec sa stratégie de guérilla, mais sa politique d'étendre la lutte de libération sur tout le continent était la seule valable.

Qu'en est-il de nos dirigeants « anti-impérialistes » actuels, au-delà des discours ? Lors de la révolution au Nicaragua, Fidel a dit que cela « ne devait pas devenir un nouveau Cuba », c'est-à-dire, pas question alors d'exproprier la bourgeoisie. Et dans l'île même en septembre 1995, la Loi sur les investissements étrangers, qui ouvre grand les portes à la restauration du capitalisme, est approuvée. Leonel, qui participait à un débat au Forum Social Mondial de Porto Alegre en 2001, pour la délégation cubaine, disait : « la chaîne [d'hôtels] Sol Meliá est espagnole et attire des capitaux. Nous y mettons du personnel cubain. Trois cadres espagnols dirigent cela pendant dix ans.

Ils emportent les bénéfices ». ¹ Un autre participant cubain à ce débat, Valentín Sosa, explique qu'en juillet 1992, l'Assemblée Nationale a approuvé un changement de la Constitution, entre autres pour « éliminer le monopole de l'Etat sur le commerce extérieur ». Il cite aussi l'approbation d'une nouvelle loi sur les mines qui « incorpore les normes internationales », ce qui a « suscité un grand intérêt international étant donné que les investisseurs ont maintenant les mêmes garanties qu'ailleurs dans le monde ».

Quant à Chavez, il a son opinion sur le « Che » : « *J'admire beaucoup le Che, je le chante, je le lis et je m'en souviens, mais la thèse du Che n'était pas viable à l'époque [...] l'histoire, ou plutôt la réalité, nous a prouvé que cette thèse d'un, de deux, de trois anciens Vietnams en Amérique Latine ne tenait pas la route non plus au Venezuela* ». ² Et quand les travailleurs boliviens exigeaient de disposer des hydrocarbures du pays, Chavez soutenait la multinationale Petrobras (brésilienne, contrôlée par les capitaux yankees). Chavez se vante de construire un réseau d'interconnexions des ressources d'hydrocarbures du continent, avec le Brésil, l'Argentine et le Mexique, mais il « oublie » de préciser que ce réseau doit finalement alimenter le marché yankee.

Quant à Evo Morales, alors que la population bolivienne fait une révolution pour pouvoir disposer de ses propres ressources, Evo a un tout autre discours quand il va rencontrer le roi d'Espagne. Dans ce cas, il s'agit de respecter les droits de Repsol, de « *ne pas nationaliser la production d'hydrocarbures mais seulement demander une participation de l'Etat, avec de nouveaux contrats.* » ³

On est déjà bien loin de l'anti-impérialisme, fût-ce celui de Perón ou de Bolivar !

Le dernier Congrès de la LIT-QI (juillet 2005) a encore souligné l'importance de la lutte anti-impérialiste en Amérique Latine, sachant toutefois que, dans cette lutte, les Lula, Chavez et autre Evo ne sont pas nos alliés.

¹ Le débat a été publié dans *Marxismo Vivo* n°3

La résistance contre la dictature turque et le « terrorisme »

L'opposition au régime répressif turc, et en particulier le DHKC, sont entrés dans l'actualité récemment, dans le cadre d'une nouvelle offensive contre « le terrorisme ». Nous donnons ici la parole à Bahar Kimyongür, condamné pour son appartenance au DHKC. Il va de soi que nous soutenons le DHKC contre la répression, sans que cela signifie nécessairement endosser toutes ses positions.

PI : Quelle est la situation actuelle en Turquie ?

Aujourd'hui, quelque 4.500 prisonniers politiques peuplent les fameuses prisons de type F, ces prisons de haute sécurité qui ont été financées par l'Union Européenne et les Etats-Unis. Parmi eux, on dénombre une douzaine de journalistes incarcérés. En plus, il y a la répression quotidienne : tous les jours, des grévistes, des familles de prisonniers politiques, des étudiants de gauche se font matraquer et maltraiter. C'est le pain quotidien de tous les militants d'opposition.

Actuellement dans ce pays, près de quarante millions d'habitants vivent autour du seuil de pauvreté, avec un salaire minimum autour de 190 EUR. C'est notamment la raison pour laquelle la droite européenne convoite la Turquie. Son modèle économique ultralibéral est une source d'inspiration pour ceux qui prônent la baisse des salaires en Europe.

En Turquie, on n'a pas eu besoin d'attendre le 11 septembre 2001 pour lancer la croisade contre « le terrorisme ». Les lois antiterroristes turques précédent de plusieurs décennies celles qui sont en vigueur dans de nombreux pays d'Europe. En outre, la loi turque de 1991 n'est pas si différente de celle qui a été mise en application par la Belgique en 2004. Pour les militants turcs, le 11 septembre 2001 n'a pas beaucoup changé la situation. En revanche, l'attitude de l'Europe à notre égard a, elle, fort changé. L'Etat turc justifie les exactions de l'armée par « la lutte contre le terrorisme » tel que définie par le département d'Etat américain, par l'impérialisme étasunien. Aujourd'hui on peut agir contre la gauche sans que cela ne choque. Il y a une véritable banalisation de la répression. On justifie les pratiques de l'armée au nom d'un concept du terrorisme au-dessus des classes.



PI : Le DHKC est sur la liste noire des organisations « terroristes », à côté d'autres groupes, même de droite.

Lors du deuxième coup d'état fasciste, en 1980, il y a eu aussi une certaine répression contre l'extrême droite, mais c'était pour se donner une sorte de légitimité. La réalité est que les Loups Gris massacraient la population et les révolutionnaires résistaient à la terreur fasciste. Dans les années '78 - '80, les villes étaient coupées en deux, il y avait des zones libérées, il y avait une situation insurrectionnelle. Ce n'était pas encore une situation révolutionnaire car la maturation politique et organisationnelle nécessaire n'était pas encore atteinte, mais il y avait effectivement une sorte de guerre civile latente. Lors du coup d'état du 12 septembre 1980, la junte a fait mine de s'attaquer aux deux camps pour s'ériger en arbitre impartial et ainsi trouver un soutien populaire, mais en réalité, elle a ménagé l'extrême droite tandis que les forces de gauche ont été littéralement écrasées. Par ces listes noires, l'impérialisme agit de la même manière : faire mine de s'attaquer à toutes les tendances tandis que ce sont, avant tout, les forces anti-impérialistes et anti-capitalistes de la liste qui sont pris pour cible. Sur cette liste, pratiquement la même ici qu'aux Etats-Unis, nous sommes en compagnie des FARC (Colombie), du PKK, du Hamas, du FPLP mais on y trouve aussi la formation paramilitaire fasciste d'Autodéfenses Unies de Colombie (AUC) et l'organisation sioniste d'extrême droite

Kahane Chai. Ces dernières par contre, bénéficient d'une réelle immunité. D'autres groupes de résistance, comme le Hezbollah, n'y figurent pas encore - tant mieux pour eux - mais la liste a tendance à s'allonger.

PI : Y a-t-il un précédent à ce qui vous arrive ici en Belgique ?

Il y a eu une descente de police particulièrement brutale le 1^{er} avril 2004 dans notre bureau de Bruxelles, dans le cadre d'une opération internationale contre le mouvement, menée dans cinq pays : l'Italie, la Turquie, l'Allemagne, les Pays-Bas et la Belgique. Il y a eu plus de 120 arrestations, y compris en Turquie. La plupart des gens ont été libérés parce qu'il fut établi que c'était une machination policière minable. En effet, la police turque utilisa des disquettes saisies dans les associations et les rédactions de journaux comme pièces à conviction, pour soi-disant prouver que des personnes, agissant dans le mouvement démocratique à visages découverts, faisaient toutes parties de l'appareil clandestin. La police oublia délibérément de sceller ces disquettes lors des saisies afin de pouvoir les trafiquer à souhait. Durant le procès, on a pu détecter de nombreuses anomalies et c'est ainsi que l'on a pu obtenir beaucoup de libérations. Il y a encore deux camarades incarcérés en Italie dans le cadre de cette opération. A la suite de l'hystérie antiterroriste qui a déferlé sur l'Europe, la législation italienne, qui avait déjà de solides lois anti-terroristes datant de l'époque mussolinienne, a décidé de s'attaquer également à des organisations étrangères qui n'ont jamais eu la moindre activité illicite sur le sol italien. Pour le reste, il convient de signaler que la Liste Noire prévoit le gel des avoirs. C'est une décision administrative, sans retombées judiciaires. La publication de cette liste n'a fait l'objet d'aucun débat public ni d'aucune consultation parlementaire. Des gens attachés aux ministres des finances de la Commission

européenne se sont réunis, ont adopté cette liste et la revoient tous les six mois, lors de chaque nouvelle présidence de l'Union. On utilise aujourd'hui cette liste noire comme s'il

s'agissait d'une décision juridique qui prohibe l'existence de ces organisations sur le territoire de l'UE. Or, à ce jour, même en Belgique, le DHKC n'est pas interdit.

Un peu d'histoire

La Turquie est née d'une révolution dirigée par la petite bourgeoisie anti-féodale et nationaliste formée d'une alliance entre la bureaucratie civile et militaire. A la fin de la première guerre mondiale, les grandes puissances démembrement l'Empire ottoman et occupèrent l'Anatolie. En 1919, les peuples anatoliens entrent en résistance sous la direction de Mustafa Kemal Atatürk. Trois ans plus tard, le pays est libéré. L'Union soviétique contribuera considérablement à l'effort de guerre anti-impérialiste. Mustafa Kemal n'optera pourtant pas pour la construction d'un Etat socialiste. Rêvant de créer une bourgeoisie nationale, il organisera la répression contre les communistes et les syndicats mais aussi contre toutes les minorités nationales. A l'issue de la seconde guerre mondiale, profitant du plan Marshall, les Etats-Unis vinrent coloniser le pays mais cette fois, les envahisseurs étaient en costume et cravate. Ils financèrent copieusement le Parti Démocrate afin de supplanter l'hégémonie du Parti Républicain du Peuple (DP) fondé par Atatürk. Grâce à l'ultra-libéralisme encouragé par le Parti Démocrate, une nouvelle bourgeoisie monopoliste collabo allait naître et dominer la société.

Mais en 1960, des officiers perpétrèrent un coup d'Etat pour stopper ce processus de recolonisation et liquidèrent le Parti Démocrate. Ces officiers putschistes, restés fidèles aux principes kémalistes et républicains, ont paradoxalement, octroyé une certaine liberté d'action et d'expression à la population. La tutelle militaire sur les universités fut levée. La presse bénéficiait d'une certaine autonomie et les ouvrages marxistes ont commencé à essaimer. Dans ce climat anti-impérialiste, une certaine opposition de gauche a commencé à voir le jour et notamment le Parti Ouvrier de Turquie (TIP). Lors des élections de 1965, 15 députés du TIP furent élus au parlement.

En 1968, un mouvement étudiant appelés « Jeunesse révolutionnaires », le DEV-GENÇ, reprit le flambeau de la lutte anti-impérialiste en lui donnant une perspective socialiste. Les dirigeants de DEV-GENÇ, issus du Parti Ouvrier, prônèrent l'option révolutionnaire, la lutte armée, le parti clandestin et la conception léniniste du Parti. C'est dans ce cadre que, sous la direction de Mahir Cayan, a été fondé le Parti Révolutionnaire de Libération de la Turquie, le THKP, et son Front, le THKC, qui respectivement seront rebaptisés en 1994 le Parti Révolutionnaire de Libération du Peuple, le DHKP, et son Front, le DHKC.

Les Etats-Unis voyaient ces développements politiques d'un mauvais œil. Le 12 mars 1971, des officiers pro yankees menèrent un coup d'Etat et entamèrent un plan d'extermination de la gauche. En 1972, le mouvement révolutionnaire qui organisa la résistance armée connut des revers militaires successifs mais il survécut à toute cette répression. De 1973 à 1978, les partisans du THKP-C se réorganisèrent dans les cercles universitaires.

En 1978, la lutte sociale connut une véritable renaissance, notamment sous l'impulsion de Devrimci Sol, la Gauche révolutionnaire, organisation héritière du THKP-C. Pour affronter la nouvelle phase insurrectionnelle, le 12 septembre 1980, un deuxième coup d'Etat fasciste, mené par cinq généraux, est venu renforcer celui de 1971. De ses propres aveux, Paul Hanze, le chef de l'antenne de la CIA en Turquie, avait transmis à la Maison Blanche, quelques minutes avant ce coup d'Etat, le message suivant : « *Your boys have done it.* » Le général Kenan Evren devient le Pinochet, le Somoza, le Batista turc, avec la différence que, même s'il n'est plus au pouvoir, il continue paisiblement à jouir de sa retraite et faire des peintures dans sa villa à Marmaris, un haut lieu de villégiature. En Turquie, jamais un seul officier, un seul militaire fasciste, un seul putschiste a été traîné devant les tribunaux.

Bahar Kimyongü

PI : Concernant le procès, ne penses-tu pas qu'ils essaient de causer un précédent pour pouvoir dire : « le DHKC est terroriste ».

Le procès peut ouvrir la voie à tout un tas de dérives, d'actes répressifs visant non seulement les militants mais aussi les simples sympathisants. D'ailleurs, sur quelle base peut-on faire la distinction entre un sympathisant et un membre ? Sur le fait qu'on participe à des manifestations ou des concerts, qu'on distribue ou qu'on reçoit des tracts, qu'on est abonné à la revue du mouvement ? Tout cela reste très théorique et très politique en même temps. Une condamnation du DHKC peut ouvrir la voie à n'importe quel abus liberticide.

PI : Vue la participation de la Belgique à toutes sortes d'entreprises coloniales, comment vois-tu le fait qu'ils traitent les mouvements de résistance populaire de terroristes alors qu'ils terrorisent des populations ?

C'est une question de point de vue de classe. Pour les puissants, la résistance des peuples est terrorisme. Pour les peuples, quand tu demandes « *qui est le plus grand terroriste de la planète* », toutes les enquêtes menées dans tous les continents ont abouti à un résultat unanime et concluant : « Bush ». Quand la justice belge commence à arbitrer un conflit opposant l'Etat turc au DHKC, elle fait purement et simplement preuve d'ingérence et d'arbitraire politique. De quel droit une organisation de résistance ne pourrait plus utiliser les armes contre un pouvoir qu'elle estime tyrannique ? La première chose que la justice et l'Etat belges devraient faire, c'est de balayer un peu devant leur porte. L'Etat belge, qui forme les futurs tortionnaires irakiens, qui cautionne et soutient militairement un régime terroriste en Afghanistan, composé de barons de la drogue et de seigneurs de guerre, qui a soutenu les milices katangaises contre la république du Congo et les forces anti-colonialistes, qui fit assassiner le président Patrice Lumumba de la manière la plus atroce, qui a des responsabilités dans le génocide au Rwanda, est très mal placé pour nous taxer de terroristes.



PI : Quelles sont vos revendications immédiates ?

Ici, les activités du DHKC se sont toujours limitées à de la sensibilisation, à un travail de solidarité envers la lutte en Turquie. Le DHKC en Belgique, cela veut dire des manifestations, des pétitions pour la fermeture des prisons illégales (de type F), des grèves de la faim, des piques-niques familiaux. Cela veut aussi dire des concerts. Nous avons organisé des concerts de 7 à 8 mille personnes au Limbourg; cela apparaît même dans les rapports de police.

PI : Que demandez-vous par rapport au procès ?

Bien entendu, la libération des trois militants incarcérés à Bruges. Ils n'ont jamais commis d'actes répréhensibles, hormis le port d'armes et l'usage de faux papiers. Mais seul l'un des prévenus, Musa Asoglu, peut être poursuivi pour ses accusations puisqu'il assume l'entière responsabilité de tout le matériel trouvé dans cet appartement de Knokke. A part ces infractions relativement bénignes, il n'y a rien de punissable, mis à part le « délit » d'appartenance. Nous demandons aux autorités judiciaires belges, de ne pas porter de jugement politique à notre lutte et de laisser ce jugement à la population turque. Pour le reste, nous demandons aux parlementaires d'abroger la loi anti-terroriste qui menace tous les

mouvements sociaux en Belgique. En effet, elle peut donner lieu à des interprétations abusives et à des amalgames. Dans notre cas, on fait passer notre bureau d'information pour un commandement militaire, alors que tout ce que l'on fait ici est du travail de traduction, de sensibilisation, d'organisation de conférences et de symposiums, sans plus.

PI : Veux-tu ajouter quelque chose ?

Je voudrais expliquer en deux mots ce qu'est le DHKC. On pense souvent que c'est une organisation purement militaire. Or, l'action militaire de ce mouvement est infime par rapport à son travail de masse. Il s'agit d'une organisation qui se dote d'un Front, le DHKC, regroupant une série de mouvements culturels, syndicaux, de jeunesse, le collectif des détenus, des organisations de l'immigration, etc. Le mouvement est surtout visible dans les quartiers populaires situés à la périphérie des grandes métropoles. Si vous allez à Istanbul et qu'au premier passant, vous prononcez les noms des quartiers de Gazi, d'Armutlu, de Nurtepe ou d'Okmeydani, il les reconnaîtra comme des quartiers ayant un label de gauche, comme étant des bastions du DHKC.

L'action du DHKC couvre un large spectre d'activités sociales impliquant toutes les couches de la population. Le mouvement se bat pour la protection des logements des pauvres, organise régulièrement des actions destinées à faire pression sur les instances locales, pour réparer des routes, ériger une passerelle pour protéger les enfants de la circulation routière, etc. Tantôt, nos camarades vont illégalement puiser de l'électricité sur les systèmes d'alimentation officiels pour l'offrir à la

population. Tantôt, ils organisent des campagnes de vaccination gratuites. Voilà le DHKC au quotidien: une organisation qui, ces dernières années, a considérablement réduit sa pratique militaire parce qu'elle estime qu'il est prioritaire pour un mouvement révolutionnaire de travailler parmi les masses et de veiller à les radicaliser en agissant en leur sein dans la perspective de la prise de pouvoir.

La branche armée reste toutefois active tant à la campagne qu'à travers les unités urbaines. Cette dualité stratégique est comparable à d'autres expériences révolutionnaires quoique souvent, les mouvements révolutionnaires aient privilégié la ville à la campagne et vice-versa. Il y a eu les Tupamaros en Uruguay, un phénomène purement urbain. Il y a eu d'autres expériences de guérilla en Amérique Latine purement rurales. Le DHKC s'inspire de toutes les résistances et formes d'organisation, de l'insurrection bolchevique à l'action des *piqueteros* en Argentine, de la guerre populaire de longue durée de Mao à l'action des comités populaires établis à l'époque de la révolution iranienne, par les *fedayins* du peuple, de la Résistance antifasciste en Europe à la révolution sandiniste. Le DHKC rejette le dogmatisme et l'idée des recettes miracles qui font réussir une révolution. Dans un esprit de créativité sans cesse renouvelée, le DHKC tente d'adapter toutes les expériences révolutionnaires des autres pays à la réalité turque.

Dernière minute :
Grâce à la mobilisation, Barry, David et les autres sans-papiers incarcérés ont été libérés !

Argentine : comme il y a 30 ans

Le 13 mars 1976 s'est installée en Argentine la tristement célèbre dictature génocide qui a torturé et assassiné 30.000 camarades. Trente ans après, presque jour pour jour (le 9 mars), dans le pays du président « de gauche » Kirchner, les mêmes méthodes sont employées pour persécuter le mouvement ouvrier.

Les travailleurs des entreprises Serpecom, Indus et Argentina2000 de Las Heras et Caleta Olivia (province de Santa Cruz) ont été brutalement matraqués et emprisonnés par la police lors d'une assemblée, en dehors de toute légalité. Plusieurs camarades sont encore en prison.

Vous pouvez manifester votre solidarité avec les prisonniers et leurs familles :
ConfraternidadObrera@gmail.com - DerechosHumanosCaleta@yahoo.com.ar

A bas l'occupation militaire à Las Heras - Caleta Olivia

Libérez tous les prisonniers politiques